



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Miscellaneous Special Projects Division (XN)/Division
des projets spéciaux divers (XN)
Canadian Building
219 Laurier Ave. West, 13th Floor
Room 13077
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet Solution d'achats électronique(SAE)	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-131350/H	Amendment No. - N° modif. 015
Client Reference No. - N° de référence du client 20131350	Date 2016-07-15
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XN-111-30112	
File No. - N° de dossier 111xn.EN578-131350	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-08-10	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Thauvette, Maxime	Buyer Id - Id de l'acheteur 111xn
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-2201 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

**Demande de propositions
(DP)****Modification de sollicitation: 015****But:**

Le but de cette modification est de modifier la demande de propositions (DP) et de fournir des réponses aux questions reçues en ce qui concerne la présente DP.

(A) CHANGEMENTS**CHANGEMENT: 92**

À la section 7.19.2 de la DP,

SUPPRIMER :

Ce dernier pourra l'utiliser comme bon lui semble, y compris dans les services fournis auprès de ses autres clients, tant et aussi longtemps qu'il respecte les dispositions de confidentialité du contrat, à la condition que le Canada ait également le droit perpétuel d'utiliser cette propriété intellectuelle à ses propres fins, sans frais supplémentaires.

INSÉRER :

Ce dernier pourra l'utiliser comme bon lui semble, y compris dans les services fournis auprès de ses autres clients, tant et aussi longtemps qu'il respecte les dispositions de confidentialité du contrat, à la condition que le Canada ait également le droit d'utiliser cette propriété intellectuelle à ses propres fins, sans frais supplémentaires, pendant toute la durée du contrat.

CHANGEMENT: 93

À l'Annexe 1, section 4.3.2.4,

SUPPRIMER : Le GC est en train d'élaborer un bus d'applications universel, connu sous le nom d'Enterprise Service Bus, qui deviendra la nouvelle norme en matière d'interface. Le nouveau bus de services sera harmonisé avec la plateforme technologique de l'ESB d'Oracle, y compris avec ses solutions de gestion des processus opérationnels.

INSÉRER : Le GC est en train d'élaborer un bus d'applications universel, connu sous le nom d'Enterprise Service Bus, qui deviendra la nouvelle norme en matière d'interface. Le nouveau bus de services sera harmonisé avec la plateforme technologique de l'ESB d'Oracle, y compris avec ses solutions de gestion des processus opérationnels. Bien que la SAE doive être compatible avec les sources de données de la solution de l'ESB du GC, le Canada, à sa propre discrétion et si cela est judicieux, pourrait envisager, pendant la durée du contrat, d'autres solutions possibles de compatibilité entre l'ESB et les systèmes du GC.

CHANGEMENT: 94

À l'Annexe 1, section 5.6.3 *Structure du bureau de service*,

SUPPRIMER : L'entrepreneur doit fournir un environnement de bureau de service partagé au GC, y compris l'accès à une application de bureau de service ainsi que toute configuration et tout soutien nécessaires au maintien du bureau de service afin de permettre à l'entrepreneur et au GC de gérer les demandes de service et de soutien conjointement. L'application de bureau de service doit être en mesure de s'intégrer ou de se connecter à l'application du bureau de service du GC.

INSÉRER : L'entrepreneur doit fournir une application de bureau de service partagé au GC, y compris l'accès à une application de bureau de service ainsi que toute configuration et tout soutien nécessaires au maintien du bureau de service afin de permettre à l'entrepreneur et au GC de gérer les demandes de service et de soutien conjointement. L'application de bureau de service doit être un outil en ligne et pouvoir s'intégrer ou de se connecter à l'application du bureau de service du GC.

CHANGEMENT: 95

À la section 7.5.2 *Confidentialité et renseignements personnels* de la DP, supprimer toutes les mentions de l'« Annexe C » et les remplacer par ce qui suit :

Annexe 4 – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) et Guide de classification de sécurité

(B) QUESTIONS**QUESTION: 332**

Objet : Données du gouvernement et des fournisseurs

L'État a-t-il effectué un sondage auprès de ses fournisseurs canadiens et étrangers existants en fonction des différents numéros d'identification des biens et services ainsi qu'auprès de ses clients et obtenu leur consentement légal? Veuillez confirmer que le sondage a déjà eu lieu dans la mesure où toute modification future pourrait avoir une incidence négative sur notre réponse financière et sur l'état de préparation de notre solution.

RÉPONSE: 332

Conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, il n'est pas nécessaire de donner un nouveau consentement lorsque l'utilisation ou la divulgation ont le même but que l'objet initial de la collecte. Le Canada est d'avis que puisque l'information donnée dans la SAE sera utilisée dans le même but que l'objet initial de la collecte, il ne sera pas nécessaire d'obtenir un autre consentement pour le transfert.

En outre, conformément à la section 7.5.2 d) *Collecte de renseignements personnels*, si l'entrepreneur doit obtenir d'autres renseignements personnels d'un tiers afin d'exécuter les travaux, il doit en informer la personne concernée au moment ou avant de recueillir les éléments de renseignements personnels supplémentaires et obtenir le consentement de cette personne.

QUESTION: 333

Article consacré à la sécurité – point g sur les normes de l'industrie (page 34)

L'État pourrait-il indiquer où trouver les renseignements auxquels il est fait référence aux présentes, p. ex. la liste des normes de l'industrie que nous devons respecter dans notre réponse pour rester en conformité?

RÉPONSE: 333

Le Canada ne régit ni ne conserve de liste exhaustive des normes de l'industrie. L'entrepreneur doit faire preuve du niveau de compétence, d'attention, de diligence, de prudence et de prévoyance dont on s'attendrait, normalement et raisonnablement, d'un entrepreneur compétent et expérimenté engagé dans des activités d'une portée et d'une complexité semblables à celles prévues au présent contrat, et ce, dans les mêmes circonstances ou dans des circonstances semblables, où l'entrepreneur en question s'efforce de respecter ses obligations contractuelles ainsi que toutes les exigences prévues par les lois et règlements qui s'appliquent.

QUESTION: 334

La section 1.2.4 de l'annexe 1 indique que « *la SAE doit offrir des fonctionnalités qui permettent aux utilisateurs du GC d'établir les ententes connexes avec les fournisseurs qualifiés, aux fins d'inclusion dans un catalogue électronique existant, de création d'un nouveau catalogue électronique ou d'établissement d'un contrat unique* ». L'ensemble des bons de commande doit-il être associé aux contrats ou la solution doit-elle prendre en charge les transactions uniques qui ne sont pas liées à un contrat?

RÉPONSE: 334

Non, tous les bons de commande ne doivent pas être associés aux contrats. Conformément à la définition figurant dans la DP, un bon de commande est un « type de contrat qui comprend toutes les modalités et qui est généralement utilisé pour les achats de faible valeur qui ne sont pas effectués à la suite de la publication d'une demande de soumissions ou d'un catalogue », comparativement à une commande, qui est un « achat fait à partir d'une méthode d'approvisionnement conformément aux modalités applicables ».

Selon la réponse ci-dessus, oui, la solution doit prendre en charge les transactions uniques qui ne sont pas liées à un contrat.

QUESTION: 335

Concernant l'exigence Pré.13, veuillez fournir des détails quant à l'élément de la SAE dans lequel on emploierait les données de cote organisationnelle du fournisseur (p. ex. s'agit-il d'un élément du profil du fournisseur, d'un élément de l'évaluation de l'activité de sélection des fournisseurs?).

RÉPONSE: 335

Les données de cote organisationnelle du fournisseur seront sauvegardées dans les profils des fournisseurs et pourraient être utilisées à diverses étapes de l'approvisionnement, notamment durant l'évaluation des soumissions ou les commandes par catalogues.

QUESTION: 336

Concernant la section 7.19.2 (page 65 de 470), nous avons des préoccupations quant à la clause stipulant que le Canada se réserve le droit d'utiliser la propriété intellectuelle de l'entrepreneur à perpétuité. Nous ne croyons pas qu'il s'agisse d'une norme de l'industrie, surtout dans le cadre du modèle opérationnel des solutions logicielles en tant que service (SaaS). Nous sommes également préoccupés par l'incidence sur la valeur de la propriété intellectuelle du fournisseur. Ainsi, nous demandons respectueusement que cette clause soit retirée.

RÉPONSE: 336

Consulter les révisions apportées à la section 7.19.2 de la section « Changements » de la présente modification de la DP.

QUESTION: 337

Les services facultatifs décrits à la section 7.2 de l'annexe 1 ne font pas l'objet d'une évaluation, de sorte que TPSGC ne sera pas en mesure d'évaluer les services facultatifs offerts. TPSGC pourrait-il réviser la section sur les services facultatifs afin d'assurer un mécanisme d'évaluation des services facultatifs?

RÉPONSE: 337

Les travaux facultatifs décrits aux sections 7.2 et 7.3.1 de l'*Annexe 1 – Énoncé des travaux* font toujours partie de l'Énoncé des travaux, même s'ils sont définis comme étant facultatifs à la discrétion du Canada. Par conséquent, les soumissionnaires devraient traiter des travaux facultatifs dans les critères techniques au besoin (au critère d'évaluation technique C2.1, par exemple) afin de permettre au Canada d'évaluer pleinement la proposition en fonction des critères pertinents.

Toutefois, les soumissionnaires ne sont pas tenus d'indiquer leur démarche relative aux travaux facultatifs décrits aux sections 7.1 et 7.3.2 de l'*Annexe 1 – Énoncé des travaux*, dans leur proposition technique.

QUESTION: 338

L'entrepreneur doit-il fournir un nouvel outil de recueil de données RAEI pour la SAE, ou peut-il utiliser un objet d'affaire de SAP à titre d'équipement fourni par le gouvernement. Dans l'affirmative, comment devrait-on en établir le prix?

RÉPONSE: 338

La SAE de l'entrepreneur doit comporter les fonctions décrites à la section 3.8 – SECTION G – VEILLE STRATÉGIQUE. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de fournir un outil de veille stratégique distinct. Le Canada ne fournira pas d'outils de veille stratégique et d'entrepôt d'information en tant qu'équipement fourni par le gouvernement.

QUESTION: 339

Quelles données de base de la SAE doit-on tirer du système dorsal de la planification des ressources de l'entreprise (ERP), y compris les 17 instances de SAP, 5 instances d'Oracle, et multiples systèmes existants? Quelles sont les exigences en matière de dédoublement, de transformation et de nettoyage?

RÉPONSE: 339

Conformément à la section révisée 6.8.1.2, *Réalisation de la transition d'entrée*, selon le changement n° 76 de la modification n° 013, durant la transition d'entrée, l'entrepreneur doit proposer un modèle opérationnel (ou un modèle de capacités) ainsi qu'un modèle de données. Le modèle de données doit décrire les données de base des systèmes qui seront extraites et la façon dont les données seront reproduites, transformées et nettoyées entre les systèmes.

QUESTION: 340

En ce qui concerne la configuration initiale et la migration de données (données de base, catalogues, contrats, etc.) pour la SAE, peut-on supposer que les données seront fournies par le GC dans des formats basés sur des modèles de données de la SAE, et qu'elles seront de bonne qualité?

RÉPONSE: 340

Oui, le GC fournira les données en formats fondés sur les modèles de données de la SAE. Le Canada fera tout ce qu'il peut pour nettoyer et normaliser les données avant l'importation dans la SAE. Toutefois, des services additionnels pourraient être demandés à l'entrepreneur pour nettoyer les données avant la migration, et ces services seront initiés conformément à la section 7.1.2, *Services supplémentaires de gestion du changement et de soutien à la transformation des activités*.

QUESTION: 341

Si une meilleure intégration ou une intégration prête à l'emploi entre les systèmes dorsaux de la SAE et d'ERP peut être réalisée, le GC est-il ouvert à un outil d'intégration autre qu'Oracle ESB?

RÉPONSE: 341

Bien que la SAE doive être compatible avec les systèmes ministériels de gestion financière (SMGF) par l'intermédiaire de la solution de l'ESB du GC, le Canada, à sa propre discrétion et si cela est judicieux, pourrait envisager, pendant la durée du contrat, d'autres solutions possibles auprès de l'entrepreneur pour assurer la comptabilité entre la SAE et les SMGF. Consultez la section « Changements » de la présente modification de DP.

QUESTION: 342

TPSGC peut-il confirmer les heures de soutien requises pour les environnements hors production comme les essais, l'EAU et la formation? TPSGC s'attend-il à ce que tout soutien (lequel comprend le traitement des demandes et des activités d'entretien, en plus du soutien du bureau de service) soit offert pour l'ensemble des environnements, y compris les environnements hors production, en fonction de la plage de temps de 7 h à 19 h, comme il est décrit à la modification 8?

RÉPONSE: 342

Oui, le Canada confirme que les heures de service sont pour tous les environnements, y compris les environnements hors production.

QUESTION: 343

En ce qui concerne le bureau de service, le bureau de service de la SAE est-il tenu d'employer les ordinateurs/l'image système du GC?

RÉPONSE: 343

L'application de bureau de service partagé doit être un outil Web accessible à partir des appareils du GC. Il incombera au Canada de veiller à ce que l'image de son système informatique permette d'accéder aux outils en ligne.

QUESTION: 344

En ce qui concerne le bureau de service, nous estimons que le bureau de service de la SAE doit avoir accès aux systèmes dorsaux du GC, notamment à l'environnement SAP ECC ou Oracle. Dans l'affirmative, de quelle façon le bureau de service accéderait-il à ces systèmes, par VPN, Citrix, etc.? Le GC fournira-t-il les outils logiciels requis pour cet accès?

RÉPONSE: 344

Le bureau de service de la SAE de l'entrepreneur ne devra pas accéder aux systèmes administratifs du gouvernement du Canada. Conformément à la partie 5, section 5.6.3, Structure du bureau de service de l'EDT, le bureau de service de la SAE de l'entrepreneur ne sera responsable que de résoudre les problèmes techniques liés à la SAE. Les problèmes découlant d'un système du GC seront pris en charge par le bureau de service du GC.

QUESTION: 345

En ce qui concerne le bureau de service, des outils sur les lieux doivent être installés afin d'appuyer les opérations du bureau de service, comme des outils de gestion des demandes. Pourvu que l'accord global sur les niveaux de service soit respecté, le GC a-t-il des exigences particulières en ce qui concerne la disponibilité élevée, la sauvegarde et la reprise après sinistre pour ces outils du bureau de service?

RÉPONSE: 345

L'entrepreneur doit fournir une application web de bureau de service. L'entrepreneur n'est pas tenu d'installer des solutions de soutien sur site. Il n'existe aucune exigence en ce qui a trait à la haute disponibilité, à la sauvegarde et à la reprise sur sinistre de l'outil de bureau de service. De plus, veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 343.

QUESTION: 346

En ce qui concerne le bureau de service de la SAE, y a-t-il une exigence quelconque visant l'intégration du bureau de service de la SAE au bureau de service existant du GC, notamment pour le renvoi automatique d'appels de RVI, ainsi que l'attribution et la réaffectation de demandes, etc.?

RÉPONSE: 346

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 231.

QUESTION: 347

En ce qui concerne toutes les exigences relatives au portail dans la DP et les modifications, est-il acceptable d'exiger que les utilisateurs externes (fournisseurs) s'inscrivent et ouvrent une session avant de pouvoir consulter les offres du gouvernement du Canada?

RÉPONSE: 347

Conformément à la section 3.3.2.8 *Données ouvertes sur les appels d'offres* de l'EDT, le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) doit être un service ouvert auquel on peut accéder de façon anonyme sans avoir à s'inscrire. Par conséquent, les utilisateurs externes (fournisseurs) doivent être en mesure de consulter les avis d'appel d'offres sans s'inscrire ou ouvrir une session dans la SAE. Toutefois, comme il est précisé dans la réponse à la question n° 62 à la modification n° 008, les fournisseurs devront s'inscrire et être authentifiés dans le SEAOG pour présenter une soumission en réponse à un appel d'offres.

QUESTION: 348

La section 7.5.2 de la DP fait référence à l'Annexe C (pages 39 et 41). L'État peut-il fournir l'Annexe C?

RÉPONSE: 348

À l'Annexe C, on devrait plutôt lire « Annexe 4 – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) et Guide de classification de sécurité » Voir la correction à la section « Changements » de la présente modification de DP.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS ET LES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.